



Communiqué de l'Association « Pour Jérusalem

»

23 juillet 2014

L'Association « Pour Jérusalem » s'associe aux protestations qui s'élèvent dans le monde au sujet des représailles massives exercées par l'armée israélienne contre les populations civiles de Gaza, sous prétexte de riposter aux tirs de roquettes dirigés contre des localités israéliennes.

L'Association tient à rappeler brièvement le déroulement des faits qui ont mené à la crise actuelle :

1°/ Depuis la constitution par Mahmoud Abbas d'un Gouvernement Palestinien d'Union Nationale soutenu par le Hamas, le Gouvernement Israélien a multiplié les pressions de toute nature pour en provoquer l'éclatement, comme il l'avait fait en 2007 avec la complicité des Occidentaux.

2°/ L'assassinat dans la région d'Hébron de trois jeunes religieux israéliens (dont le ou les auteurs ne sont pas encore arrêtés) a été immédiatement imputé par le Gouvernement israélien au Hamas. Or on sait qu'à Hébron règne une tension permanente dû à quelques centaines de colons religieux, protégés par l'armée, qui multiplient les empiétements, les provocations et les agressions contre la population palestinienne de cette ville de 140.000 habitants. Il n'est pas surprenant dans ce contexte que le Hamas, tout en se déclarant innocent de ce crime, ait refusé de le condamner. Dès lors, Israël tenait le prétexte qu'il cherchait pour le frapper.

3°/ Peu après, l'assassinat à Jérusalem Est d'un jeune Palestinien par de jeunes religieux israéliens mettait à nouveau en exergue le rôle de cet élément fanatisé, qui apparaît de plus en plus comme le fer de lance de la politique israélienne de colonisation.

L'enchaînement qui a conduit à l'actuelle explosion de violence ne fait que confirmer ce que l'on savait : les dirigeants israéliens actuels ne désirent en aucune façon la reprise d'un processus de paix qui mènerait à la création d'un Etat Palestinien et supposerait l'arrêt de la colonisation en Cisjordanie. Le maintien de la division interpalestinienne est donc pour eux un objectif essentiel.

Dans ces conditions, les assurances de solidarité données par le Président de la République à Mr Netanyahou lors d'un entretien téléphonique le 9 Mai dernier négligent scandaleusement le fait que, dans le conflit inégal qui oppose Israël et le peuple palestinien, il y a un occupant et un occupé, et que l'occupation et la colonisation de la Cisjordanie y compris Jérusalem-Est ont été régulièrement condamnées par les Nations Unies depuis 1967. Il y a là un reniement des principes jusqu'ici défendus par la diplomatie française en conformité avec le Droit International. De vagues appels à la désescalade et au cessez-le-feu ne peuvent masquer cette démission.

L'Association « Pour Jérusalem » appelle à un retour aux principes fondamentaux de la politique française au Proche Orient. Elle souhaite une dénonciation sans équivoque de la poursuite de la colonisation, qui bloque le processus de paix, et une condamnation tout aussi claire du traitement intolérable infligé à la population de Gaza.

Présidente

Danielle BIDARD-REYDET, Sénateur honoraire

Vice Présidents

Monique CERISIER-BEN GUIGA, Sénatrice honoraire

Lucien CHAMPENOIS, Ancien Diplomate

André DULAIT, Sénateur

Claude ESTIER, Sénateur honoraire

Danielle TARTAKOWSKY, Présidente d'Université

- Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [ARCHIVES](#) >
- Adresse de cet article : <https://plateforme-palestine.org/Communique-de-l-Association-Pour,4049>